



**Direction du Patrimoine des
Investissements Médicaux et de la
Sécurité**

3 Boulevard Fleming
25030 BESANÇON Cedex Tél. 03
81 21 80 77
Email. ntp@chu-besancon.fr

**ASSURANCES ET SES GARANTIES
COMPLEMENTAIRES POUR LA
CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE
PSYCHIATRIE**

***CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUE PARTICULIERES
(CCTP)***

PROCEDURE ADAPTEE

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018- 1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Procédure adaptée : Article L 2123-1 de l'ordonnance et des articles R 2123-1, R 2123-4 et R 2123-5 du Décret suscité.

SOMMAIRE

1- PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION DE CONSTRUCTION	4
2- ASSIETTE DE COTISATION PREVISIONNELLE	4
3- INTERVENANTS	5
4- OBJET DU CONTRAT - DEFINITIONS - GARANTIES – FRANCHISES.....	7
4.1 Assurance DOMMAGES OUVRAGE.....	7
4.1.1 Les garanties de base :	7
4.1.2 Les Extensions de garantie :	7
4.1.3 Durée des garanties :	9
4.1.4 Assuré :	9
4.1.5 Les montants de garantie :	10
4.2 Contrat Collectif de Responsabilité Décennale	10
4.2.1 Assurés :	10
4.2.2 Garanties proposées :	10
4.3 Assurance Tous Risques Chantier	11
4.3.1 Les garanties de base :	11
4.3.2 Les Extensions de garantie :	11
4.3.3 Assuré :	12
4.3.4 Les montants de garantie :	13
4.3.5 Conventions :	13
4.4 ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE	15
4.4.1 DEFINITIONS :	15
4.4.2 ETENDUE DES GARANTIES :	16
4.4.3 TABLEAU DES GARANTIES ET DES FRANCHISES :	17

5- EXCLUSIONS COMMUNES	18
6- RECONSTITUTION DES GARANTIES	20
7- RESERVES - ABSENCE DE RESERVES AU CAHIER DES CHARGES	20

1- PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION DE CONSTRUCTION

Adresse du chantier : 3 Boulevard Alexandre Fleming, 25030 Besançon Cedex

Souscripteur : Centre Hospitalier Régional Universitaire de Besançon
Agissant en qualité de Maître d'Ouvrage .

Nature des travaux :

Construction d'un bâtiment de psychiatrie

Date prévisionnelle de déclaration d'ouverture de chantier : 25/11/2024

Date prévisionnelle de commencement effectif des travaux : 09/12/2024

Date prévisionnelle d'achèvement des travaux : 30/09/2026

Travaux de technique courante : oui

Contrôle Technique : missions L + S + PS + P1 + F + Ph + Th + Hand + LE + AV

Maîtrise d'œuvre : oui – Mission complète. Mission complémentaire : OPC + ACOUS + CSSI

Etude de sol : oui Rapport d'étude géotechnique G2 AVP réalisé + G2PRO ; Géometre ; Hydro-Géologue

2- ASSIETTE DE COTISATION PREVISIONNELLE

L'assiette de cotisation prévisionnelle à prendre en compte est le montant des travaux HT (honoraires techniques inclus et TVA 5.5% et 10% suivant les financements) soit :

- Montant prévisionnel des travaux : 17 145 408,92 € HT
- Honoraires du contrôleur technique : 29 830,00 € HT
- Honoraires architecte, ingénieurs, bureaux d'études : 1 953 283.00 € HT

Pour un total de : 19 128 521,92 € HT

3- INTERVENANTS

Nature	Intervenants	Missions / Interventions
<p>Entreprise (s)</p> <p>Par lot :</p> <p>1 : Terrassement Géréaux VRD</p> <p>2 : Traitement des extérieurs - Espaces verts</p> <p>3 : Gros oeuvre – installation chantie</p> <p>4 : Etanchéité - bardage minéral – ITE – terrasses végétalisées</p> <p>5 : Menuiseries extérieures ALU – Occultations</p> <p>6 : Métallerie – Serrurerie</p> <p>7 : Menuiseries intérieures</p> <p>8 : Cloisons – Doublages – Plafonds et Plafonds suspendus – Peinture – Nettoyage</p> <p>9 : Revêtements de sols souples - Revêtements de sols durs</p> <p>10 : Appareils élévateurs</p> <p>11 : CVC – désenfumage – plomberie sanitaire</p> <p>12 : Fluides médicaux</p> <p>13 : Electricité courant fort – courant faible – GTC</p>	<p>Désignation à venir</p> <p>En cours de consultation</p>	<p>travaux</p>
<p>Equipe de conception</p>	<p>- CRR ARCHITECTURE Architecte</p> <p>- LA FABRIKE Architecte associé</p> <p>- STEBA BET Structure et sol</p> <p>- CRR INGENIERIE BET Fluides réseaux Humides</p> <p>- CEI Gillot Economie de la construction</p> <p>OPC - BET VRD</p> <p>- BRISELANCE & Associés BET Electricité courant fort /faibles Fluides réseaux secs</p> <p>CSSI</p>	<p>Etudes :</p> <p>ESQ</p> <p>APS</p> <p>APD/PC</p> <p>PRO</p> <p>DCE/ACT</p>

Equipe de réalisation	<ul style="list-style-type: none"> - CRR ARCHITECTURE Architecte - LA FABRIKE Architecte associé - STEBA BET Structure et sol - CRR INGENIERIE BET Fluides réseaux Humides - CEI Gillot Economie de la construction OPC - BET VRD - BRISELANCE & Associés BET Electricité courant fort /faibles Fluides réseaux secs CSSI - SALTO INGENIERIE BET Acoustique 	<p>EXE DET AOR OPC ACOUS CSSI</p>
Contrôle Technique	ALPES CONTROLES	<p>L + S + PS + P1 + F + Ph + Th + Hand + LE + AV</p>
Bureau étude de sol	<p>B3G2 TRANSITEC REILE</p>	<p>G2AVP G2PRO Géometre Hydro- Géologue</p>

4- OBJET DU CONTRAT - DEFINITIONS - GARANTIES – FRANCHISES

Les candidats devront obligatoirement proposer, en vue de couvrir l'opération de construction, les garanties dommages-ouvrage, tous risques chantier et rc maître d'ouvrage.

L'Acheteur se réserve la possibilité de ne pas souscrire les garanties Tous risques chantier et rc maître d'ouvrage.

4.1 Assurance DOMMAGES OUVRAGE

4.1.1 Les garanties de base :

Sont garantis, les dommages de la nature de ceux dont sont notamment responsables les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil.

C'est-à-dire les dommages qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction,
- Affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipements les rendent impropres à leur destination,
- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipements indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couverts, au sens de l'article 1792-2 du code civil.

Est garanti, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement de la totalité des travaux de réparation des dommages, même résultant d'un vice du sol.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontages éventuellement nécessaires.

4.1.2 Les Extensions de garantie :

⇒ **La garantie des éléments d'équipements dissociables ou plus communément appelée la garantie de bon fonctionnement :**

Sont visés, au titre de cette garantie, les éléments d'équipement « dissociables » de l'ouvrage dont une définition peut être trouvée par référence à l'article 1792-3 du Code Civil

L'assureur garantira les dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Ne sont pas considérés comme des éléments d'équipement d'un ouvrage au sens des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4, c'est-à-dire :

Les éléments d'équipements, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage.

⇒ **La garantie des dommages immatériels consécutifs à un dommage garanti**

C'est-à-dire l'indemnisation des préjudices subis (perte de jouissance) du fait de la survenance d'un sinistre de nature décennale.

L'assureur garantira les dommages immatériels (c'est-à-dire tout préjudice pécuniaire résultant de la privation d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par un immeuble ou de la perte d'un bénéfice, à l'exclusion de tout préjudice dérivant d'un accident corporel) subis par le ou les propriétaires de la construction et/ou le ou les occupants et résultant directement d'un dommage garanti survenu après réception.

⇒ **La garantie des dommages aux existants « divisibles » :**

L'assureur garantira, dans les 10 ans de la réception des travaux neufs, la réparation des dommages matériels subis par les parties de la construction existant avant l'ouverture du chantier, autres que celles relevant de la « garantie obligatoire » et qui, sont l'objet de l'exécution par l'entreprise des travaux neufs, à condition qu'il soit établi que ces dommages matériels :

- Rendent la partie de la construction existant avant l'ouverture du chantier impropre à sa destination ou portent atteinte à sa solidité,
- Sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs et non celle des propres défauts des parties existante.

Est également garanti le paiement des frais de démolition, de déblaiement, de dépose ou de démontage consécutifs à ces dommages.

⇒ **La garantie des dommages matériels occasionnés à un élément d'équipement inerte :**

L'assureur garantira les dommages matériels subis par les éléments d'équipement inertes non destinés à fonctionner.

Elle vise les éléments non dotés d'un mécanisme propre tels que les moquettes, peintures, faux-plafond, cloisons, ... à la différence des éléments non inertes tels que les portes, fenêtres, VMC, climatisation, volets, etc.

La garantie trouvera application à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et prendra fin deux années après la réception de l'ouvrage. Elle pourra également être actionnée pendant la période de parfait achèvement à la suite d'une mise en demeure de l'entreprise incriminée demeurée sans effet

4.1.3 Durée des garanties :

Garantie légale :

A partir de la réception des travaux, cette garantie couvre, **pendant 10 ans**, le préfinancement de la totalité des travaux de réparation des dommages

De plus, la garantie est acquise :

Avant réception :

Lorsqu'après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de son obligation de réparer.

Après réception :

Lorsque, avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai fixé au marché ou par le maître d'ouvrage, ses obligations contractuelles.

Garanties complémentaires :

Garantie de bon fonctionnement et garantie des éléments d'équipements inertes

A partir de la réception des travaux, cette garantie couvre, pendant **2 ans**, la réparation des **dommages matériels** lorsque lesdits dommages rendent les éléments d'équipements inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Dommages immatériels consécutifs

A partir de la réception des travaux, cette garantie couvre, pendant **10 ans**, la réparation des **dommages immatériels** subis par le propriétaire de l'ouvrage et / ou les occupants résultant directement d'un dommage matériel survenu après réception et garantie ci-avant.

Dommages aux existants « divisibles »

A partir de la réception des travaux, cette garantie couvre, pendant **10 ans**, la réparation des **dommages matériels subis** par le propriétaire de l'ouvrage

4.1.4 Assuré :

Le souscripteur, maître d'ouvrage et les propriétaires successifs de l'opération de construction.

4.1.5 Les montants de garantie :

Désignation des garanties	Montant des garanties	Franchises
Assurance Dommages Ouvrage obligatoire :	Coût total définitif de la construction	Néant
Assurances complémentaires :		
▪ Dommages matériels subis par les éléments d'équipement	15 % de la garantie obligatoire avec un montant maximum de 1 500 000 €	Néant
▪ Dommages immatériels consécutifs	15 % de la garantie obligatoire avec un montant maximum de 1 500 000 €	
▪ Dommages aux existants divisibles	15 % de la garantie obligatoire avec un montant maximum de 1 500 000 €	
▪ Dommages aux éléments d'équipements inertes	300 000 €	2 000 €

4.2 Contrat Collectif de Responsabilité Décennale

Pour le cas où Le montant prévisionnel d'une l'opération serait supérieur à 15 000 000 € HT (honoraires techniques inclus) , le maître de l'ouvrage souscrira un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD), tel que prévu à l'article R 243-1 du Code des Assurances, afin de pallier aux difficultés que pourraient rencontrer les différents intervenants à l'acte de construire et en vue de garantir leur responsabilité civile décennale à hauteur du coût total de construction déclaré par le maître de l'ouvrage (cf. article R 243-3 du Code des Assurance).

4.2.1 Assurés :

Les intervenants liés au Maître d'Ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage ainsi que les Constructeurs Non Réalisateurs (l'assureur renonce à tout recours à l'encontre des sous-traitant).

4.2.2 Garanties proposées :

Assurance Responsabilité Décennale obligatoire. Cette garantie Responsabilité Civile Décennale de Groupe intervient en complément des garanties que les intervenants désignés ci-avant ont souscrites auprès de leurs assureurs respectifs de responsabilité civile décennale.

Il est entendu toutefois, que les intervenants suivants devront souscrire auprès de leur assureur les montants de garanties responsabilité décennale ci-après :

- Pour les traitants directs non réalisateurs (architectes, MOE, BET, ...) : 3.000.000 € par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle,
- Pour les traitants directs réalisateurs (marchés de travaux concernant la structure et le gros-œuvre) : 10.000.000 € par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle,

- Pour l'entreprise générale (le cas échéant): 10.000.000 € par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle,
- Entreprises autres corps d'état : 6.000.000 € par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle,

Chaque attestation d'assurance fera référence spécifiquement au chantier (nominative), énumérera les activités assurées et prévoira une abrogation de la règle proportionnelle

4.3 Assurance Tous Risques Chantier

4.3.1 Les garanties de base :

Au titre du contrat **Tous Risques Chantier** sont garantis, pendant la période de construction de l'ouvrage, tous les dommages matériels subis par les biens assurés dès lors qu'ils se trouvent sur le site du chantier, quelle qu'en soit l'origine.

Sont notamment garantis les dommages résultants :

- D'erreurs et/ou défauts de conception, de calcul, de plan ou d'atelier, de fabrication, de démolition, de démontage, de construction, de montage, d'assemblage, de stockage et/ou de mise en œuvre (les dommages à la partie viciée étant également compris dans la garantie), d'un vice de matière, des matériaux ou matières premières ;
- D'un effondrement des ouvrages garantis, quelle qu'en soit l'origine ;
- D'incendie, d'explosions, des eaux, de la foudre, du gel, de la grêle, de tempête, de glissement ou d'affaissement de terrains ;
- De grèves, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme, de sabotage ou de vandalisme et d'attentats dans le cadre d'actions concertées ou non ;
- De catastrophes naturelles, dans les conditions fixées par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 et ses textes d'application ou d'évènements naturels.

4.3.2 Les Extensions de garantie :

Sont notamment garantis (se référer au tableau des garanties ci-après), les événements suivants :

- **La garantie de maintenance plus communément appelée « maintenance-visite » :**

La garantie maintenance visite couvre les dommages survenant de façon fortuite et soudaine, affectant tout ou partie de l'ouvrage et consécutifs à une négligence, maladresse ou fausse manœuvre, mauvaise manipulation imputable aux intervenants assurés, et ce pendant un délai d'un an après réception.

- **Frais d'heures supplémentaires et de transport à grande vitesse :**

Sont garantis, en cas de sinistre indemnisable, les frais supplémentaires de main d'œuvre et de transports rapides des matériaux et matériels en vue de la reprise rapide des travaux de construction.

- **Péril imminent /menace d'effondrement (mesures conservatoires) :**

C'est-à-dire les frais raisonnablement exposés, nécessités par les mesures strictement nécessaires pour éviter ou limiter les dommages matériels en raison d'un péril imminent et/ou d'une menace grave et imminente d'effondrement.

- **Honoraires des hommes de l'art :**

Seront garantis les honoraires des hommes de l'art (bureau d'études, architectes, ingénieurs-conseils, consultants et tous organismes spécialisés choisis par l'assuré) chargés des études indispensables à la réparation des biens assurés et dus en sus des prestations de maîtrise d'œuvre inhérentes à ladite réparation.

- **Frais d'expert d'assuré :**

C'est-à-dire les frais et honoraires de l'expert que le souscripteur aura choisi et nommé pour l'expertise devant fixer le montant de l'indemnisation due en cas de sinistre.

- **La garantie vol :**

Sont garantis les matériels et matériaux affectés à la construction **pour autant que le site soit clos**. On exclut de cette garantie les outillages des entreprises intervenantes.

- **Dommages aux existants :**

Sont garantis la réparation des dommages matériels fortuits et soudains subis par les ouvrages existants, à condition qu'il soit établi qu'ils sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs et non celle des propres défauts des ouvrages ou parties d'ouvrage existants.

- **Dommages en répercussion (le cas échéant) :**

En cas de réception partielle des travaux, la garantie sera étendue aux dommages matériels subis par des ouvrages neufs réceptionnés et provenant des parties d'ouvrage non encore réceptionnées. Cette garantie des dommages en répercussion des ouvrages réceptionnés s'exercera jusqu'à la réception complète de l'ouvrage à l'exclusion des dommages d'incendie, de foudre, explosion.

4.3.3 Assuré :

Le souscripteur de l'opération de construction soit le CHRU de BESANCON en qualité de maître de l'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, les entreprises et leurs sous-traitants participant à la réalisation de l'ouvrage, à l'exclusion des contrôleurs techniques, fabricants, fournisseurs, bureaux d'étude de sol, consultants et sociétés de gardiennage.

4.3.4 Les montants de garantie :

Désignation des garanties	Montant des garanties	Franchises
Dommmages matériels aux travaux neufs (Y compris les dommages d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, ...)	Coût de la construction TTC	7000 € doublée en cas de vol sur chantier
▪ Maintenance visite	12 mois	
▪ Frais Transport Grande Vitesse, heures supplémentaires	10 % du montant du sinistre avec un maximum de 300 000 € maximum	
▪ Frais déblais – démolition	10 % du montant du sinistre	
▪ Péril imminent / Menace effondrement	700 000 € maximum (épuisables)	
▪ Honoraires des hommes de l'art	10 % du montant du sinistre avec un maximum de 500 000 €	
▪ Honoraires d'expert d'assuré	10 000 €	
▪ Vol sur chantier	100 000 € par sinistre	
▪ Dommages dus aux grèves et émeutes :	500 000 € maximum (épuisables)	Légale
▪ Catastrophes naturelles	Coût de la construction TTC	
▪ Dommages aux existants	Dans la limite de 25% du coût de la construction avec un maximum de 700 000 €	
▪ Dommages en répercussion (le cas échéant)	100 000 € maximum (épuisables)	7000 €

4.3.5 Conventions :

➤ Arrêt de chantier

Il est expressément convenu que les garanties demeureront acquises à l'assuré en cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux qui serait dû à des intempéries ou à des congés annuels.

Si cet arrêt est provoqué par une autre cause, la garantie demeurera acquise pendant une durée de **deux (2)** mois prorogeable au-delà sur demande du pouvoir adjudicateur ou de l'assuré qui devra préalablement informer complètement l'Assureur des raisons de cet arrêt et des dispositions particulières qui seront prises sur le chantier au cours de cet arrêt.

En cas **d'arrêt total définitif du chantier**, le pouvoir adjudicateur a le **devoir d'en informer** l'Assureur dans un **délai maximum de 30 jours**.

➤ **Non résiliation après sinistre**

Il est expressément convenu que l'Assureur et les éventuels co-assureurs s'engagent d'ores et déjà à renoncer à exercer leur faculté de résiliation après sinistre.

➤ **Reprise du passé**

En cas de prise de garantie postérieure au début du chantier, il est expressément convenu que la garantie s'appliquera à la partie des travaux déjà réalisée antérieurement à la prise d'effet de la garantie.

Seront toutefois exclus les pertes ou dommages susceptibles de relever des garanties du contrat et dont le pouvoir adjudicateur ou l'assuré aurait eu connaissance à la prise d'effet de la garantie.

En tout état de cause, la garantie du contrat s'appliquera aux pertes ou dommages survenus après la date de prise d'effet du contrat et dont l'origine serait antérieure à la prise d'effet de la garantie sous les mêmes réserves que ci-dessus.

Dès lors, il appartient à l'Assureur d'apporter la preuve que le pouvoir adjudicateur ou l'assuré avait connaissance de tels événements antérieurement à la prise d'effet de la garantie.

➤ **Abrogation de la règle proportionnelle**

Il est expressément convenu que les dispositions de l'article L 121-5 du Code des Assurances ne pourront être invoquées dès lors que l'assuré s'engage à déclarer à l'Assureur le montant total définitif de l'ouvrage assuré comme stipulé à l'article 4.2 ci-après.

➤ **Reconstitution de garantie**

La garantie est réduite de plein droit, après sinistre, du montant des indemnités versées (pour les garanties épuisables uniquement).

Le montant de cette garantie pourra, en accord avec l'Assureur, être reconstitué sur demande, formulée par lettre recommandée par le pouvoir adjudicateur ou l'assuré, contre paiement d'une prime complémentaire fixée d'un commun accord entre les parties à la date de cette reconstitution.

Les effets de cette reconstitution ne pourront s'appliquer que pour des dommages dont la 1^{ère} manifestation sera postérieure à ladite reconstitution.

➤ **Prolongation de garantie**

Il est expressément convenu que, dans le cas où la durée des travaux dépasserait la date prévisionnelle de réception des ouvrages initialement prévue, le pouvoir adjudicateur ou l'assuré en informera l'Assureur avant la date d'expiration des garanties. Afin d'éviter tout risque d'oubli, il est entendu que l'attributaire du marché alertera le pouvoir adjudicateur sur le fait que la date de réception prévisionnelle du chantier est atteinte (au moins quinze jours avant la date prévue).

Dans ce cas, les garanties seront prorogées automatiquement pour une durée complémentaire fixée à l'acte d'engagement, **sans surprime**.

Si, à l'expiration du délai de prorogation automatique dans les conditions ci-avant définies, les travaux ne peuvent toujours pas être réceptionnés, le pouvoir adjudicateur ou l'assuré devra se rapprocher de l'Assureur afin d'obtenir une nouvelle prorogation des garanties.

L'assureur indiquera obligatoirement dans son acte d'engagement la durée de cette prorogation automatique ainsi que les conditions financières découlant de toute prorogation.

4.4 ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE

Le présent contrat a pour objet de garantir l'**Assuré** contre les conséquences pécuniaires de sa **Responsabilité Civile** en raison des dommages corporels, matériels y compris atteinte accidentelle à l'environnement, immatériels consécutifs et non consécutifs causés à des **Tiers, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux**.

4.4.1 DEFINITIONS :

- Assuré
 - Le Maitre d'ouvrage
 - Le Maitre d'ouvrage délégué

- Dommages corporels

Toute atteinte à l'intégrité physique, intellectuelle ou morale d'un individu ainsi que les préjudices et conséquences pécuniaires et morales.

- Dommages matériels

Toute atteinte à des biens, meubles ou immeubles, y compris les animaux et l'environnement, qu'elle résulte d'une simple modification ou altération de substance ou d'aspect, comme de toute destruction ou disparition, y compris celles résultant de vol, incendie, explosions, étincelles, phénomènes électriques ou électrolytiques.

- Dommages immatériels consécutifs ou non

Domage résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, ou de la perte d'un bénéfice, et plus généralement, tout dommage autre que corporel ou matériel, et notamment ceux résultant de chômage, manque à gagner, pertes de bénéfices, d'exploitation, pertes financières.

Un dommage immatériel est qualifié de dommage immatériel consécutif, s'il est la conséquence d'un dommage corporel ou d'un dommage matériel garanti au titre du présent Contrat.

Un dommage immatériel est qualifié de dommage immatériel non consécutif, s'il est la conséquence d'un événement qui n'a pas provoqué de dommage corporel ou matériel ou s'il est la conséquence d'un dommage corporel ou matériel exclu au titre du présent Contrat.

- Sinistre

Toute réclamation formelle, amiable ou judiciaire formulée à l'encontre de l'Assuré susceptible d'entraîner la garantie de l'Assureur.

Constitue un seul et même sinistre l'ensemble des réclamations provenant d'une cause identique.

➤ Tiers

Toute personne physique ou morale autre que :

- L'Assuré tel qu'il est défini ci-dessus
- Les préposés salariés ou non de l'Assuré dans l'exercice de leurs fonctions sauf lorsque ceux-ci ne sont pas indemnisés par la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, visées par la loi en vigueur.

Les différents assurés ont la qualité de tiers en eux pour les dommages corporels.

➤ Franchise

Le montant que l'Assuré supporte sur chaque sinistre (cf. tableau des garanties et des franchises ci-après).

➤ Atteinte à l'environnement

L'atteinte à l'environnement consiste en :

- L'émission, la dispersion, le rejet ou dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux
- La production d'odeur, bruits, vibrations, variation des températures, ondes, radiations, rayonnements excédents la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

L'atteinte à l'environnement est accidentelle lorsqu'elle résulte d'un événement soudain et imprévu et ne se manifeste pas de façon lente ou graduelle ou progressive ou chronique.

4.4.2 ETENDUE DES GARANTIES :

➤ Etendue des Garanties

L'Assureur indemniserà l'Assuré de toute somme dont ce dernier pourrait être redevable du chef de toutes responsabilités, quel qu'en soit le fondement, à la suite de :

- Dommages corporels et immatériels consécutifs causés à des Tiers
- Dommages matériels et immatériels consécutifs causés à des Biens appartenant à des Tiers
- Dommages immatériels non consécutifs

Survenant pendant la Période d'assurance, trouvant son origine sur le lieu d'Assurance et découlant ou se rapportant à ou survenant du fait de l'exécution des Travaux Assurés.

L'Assureur indemniserà, en outre :

- Tous frais et dépenses de procédure que l'Assuré aurait dû payer au demandeur
- Tous frais et dépenses engagés avec l'accord écrit de l'Assureur dans le cadre de la défense de l'Assuré ou de toute négociation ou règlement de réclamations.

➤ Déclenchement de la garantie

La garantie Responsabilité Civile du présent Chapitre, est déclenchée par la Réclamation amiable ou judiciaire émanant d'un Tiers-victime d'un dommage ou ses ayants droit, et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le « fait dommageable » est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à l'Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délais subséquent à sa date d'expiration mentionnée par le Contrat quelle que soit la date des autres éléments consécutifs des sinistres.

- Le fait dommageable est le fait qui constitue la cause génératrice du Dommage
- Un ensemble de « faits dommageables » ayant la même cause technique est assimilé à un « fait dommageable » unique.

Toutefois la garantie ne couvre les sinistres dont le « fait dommageable » a été connu de l'Assuré postérieurement à la date d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce « fait dommageable », cette garantie n'a pas été resouscrites ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

➤ Délais subséquents

Conformément à la loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003 et à ses textes d'application.

La présente police bénéficie d'une garantie subséquente de 10 ans à compter de son expiration ou de l'expiration de l'une de ses garanties.

➤ Territorialité

Union Européenne.

4.4.3 TABLEAU DES GARANTIES ET DES FRANCHISES :

Désignation des garanties	Montant des garanties	Franchises
Tous dommages confondus	3 000 000 €	
<i>Dommages corporels et immatériels consécutifs</i>	3 000 000 €	Néant
<i>Dommages matériels et immatériels consécutifs (y compris les dommages aux avoisinants)</i> <i>Dont atteinte accidentelle à l'environnement</i>	3 000 000 € 350 000 € épuisables	1500 €
<i>Dommages immatériels non consécutifs</i>	200 000 €	10 000 €

5- EXCLUSIONS COMMUNES

⇒ **Fait intentionnel**

Les dommages ou pertes résultant du fait intentionnel ou dolosif de l'Assurer auteur du dommage ou, s'il s'agit d'une personne morale, de ses administrateurs et/ou ses représentants légaux, qu'ils agissent seuls ou en collusion avec des tiers.

Les Assurés non responsables du fait intentionnel ou dolosif conservent leur droit à garantie.

⇒ **Disparition du caractère aléatoire**

Les dommages inéluctables et prévisibles pour l'Assuré, lorsqu'ils font perdre au contrat d'assurance son caractère de contrat aléatoire au sens de l'article 1964 du Code Civil et de l'article L121-15 du Code des Assurances.

⇒ **Événements connus de l'Assuré**

Tous sinistres ayant pour origine des faits ou des circonstances connus de l'Assuré antérieurement à la date d'effet des garanties.

Les pertes ou dommages survenus antérieurement à la date de prise d'effet du contrat.

Les conséquences de tous faits, défauts, vices ou événements susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat lorsque ces faits, défauts, vices ou événements étaient connus de l'Assuré avant la date d'effet du contrat.

⇒ **Guerre civile ou étrangère**

Les pertes ou dommages qui, dans leur origine ou leur étendue, résultent directement ou indirectement :

- De la guerre étrangère (il appartiendra à l'Assuré de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère),
- De la guerre civile (il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte de la guerre civile),
- De la confiscation, réquisition, destruction ou dégâts provoqués par toute autorité publique,
- De l'évacuation obligatoire de la population civile de la localité où se situe le risque, les effets du contrat étant alors suspendus,
- D'engins de guerre dont la détention est interdite et dont l'Assuré serait sciemment possesseur ou détenteur ainsi que ceux résultant d'une manipulation volontaire d'engins de guerre par l'Assuré.

⇒ **Risque nucléaire**

Les dommages ou l'aggravation des dommages causés :

- Par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- Par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants,

Si les dommages ou l'aggravation des dommages :

- Frappent directement une installation nucléaire,
- Ou engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire,
- Ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire.
- Par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire à des fins industrielles, commerciales, agricoles, scientifiques ou médicales, sauf les sources détenues dans des établissements non soumis aux dispositions des articles R1333-17 à R1333-44 du Code de la santé publique.

⇒ **Esthétique**

Les réclamations résultant d'une altération caractérisée de l'ouvrage provenant de modifications d'aspect, de teinte, de planéité ou d'une manière générale de caractère esthétique.

⇒ **Inobservation délibérée des règles de l'art**

Les pertes ou dommages causés par l'inobservation délibérée ou inexcusable des règles de l'art définies par les réglementations en vigueur, les documents techniques unifiés, les normes françaises homologuées, les normes publiées par les organismes de normalisation des autres Etats membres de l'Union européenne ou des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalant à celui des normes françaises.

⇒ **Usure / entretien / Usage**

Les effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal.

⇒ **Existants**

Les vices propres des parties préexistantes.

6- RECONSTITUTION DES GARANTIES

En cas de sinistre, les capitaux garantis sont réduits des seules indemnités versées par l'assureur à l'assuré à l'exception de tout honoraire. L'assuré aura la faculté dans un délai maximum de 20 jours suivant l'établissement de l'indemnisation du sinistre, de demander une reconstitution des capitaux plafonnée au montant de l'indemnité perçue.

Cette reconstitution sera accordée moyennant le paiement d'une prime définie sur les mêmes bases H.T. que la souscription d'origine.

7- RESERVES - ABSENCE DE RESERVES AU CAHIER DES CHARGES

Je soussigné (Prénom, Nom, Fonction)

.....

Représentant la société

.....

Adresse.....

.....

CP.....

.....

Ville.....

.....

Reconnaît avoir pris connaissance du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et en accepte les dispositions :

☐ Sans Réserves :

☐ Avec les Réserves **formulées au sein de l'acte d'engagement**